

secondaire, d'un collège ou de l'université. Les dépenses pour des projets Expansion destinés aux jeunes sont évaluées à 2.6 millions en 1983-1984, et nous espérons qu'ils fourniront du travail à environ 48,000 jeunes.

Le gouvernement s'inquiète énormément de la situation qui afflige les étudiants des niveaux secondaire et postsecondaire et des exigences croissantes auxquelles nos établissements doivent faire face. Les étudiants, eux-mêmes, doivent être capables de financer leurs études. Lorsqu'une année tout semble indiquer que le secteur privé engagera moins d'étudiants que d'habitude, il est clair, selon moi, que les gouvernements doivent compenser. Nous devons nous assurer que les étudiants qui veulent poursuivre leurs études puissent le faire, surtout dans les domaines qui seront très probablement en demande dans les années à venir.

Des crédits supplémentaires ont été accordés au programme Été Canada cette année pour permettre aux étudiants d'acquérir l'expérience pertinente tout en gagnant l'argent nécessaire à la poursuite de leurs études. Ainsi, cet été, quelque 140 millions de dollars seront affectés au programme Été Canada, afin de donner des emplois d'été aux étudiants. Sur ce montant, près de 28 millions ont servi à financer l'un des volets du programme Été Canada ayant donné les meilleurs résultats, le programme de stages d'été. Ces stages tiennent compte du fait que la plupart des difficultés qui affligent les jeunes à l'heure actuelle proviennent de leurs problèmes d'adaptation sur le marché du travail et de l'importance de combiner les connaissances théoriques et l'expérience.

En outre, monsieur le Président, je tiens à signaler que, au Canada, on complète souvent sa formation sur le marché du travail. Dans d'autres pays, on a tendance à lier l'obtention d'un travail aux études. Nous étudions l'expérience qui a cours en Allemagne et en Autriche où la formation professionnelle et la formation sur le tas font partie intégrante de la transition entre l'école et le marché du travail.

Je tiens également à préciser que, au cours des dernières semaines, j'ai eu l'occasion de visiter la Brookings Institution et la Hoover Institution de Washington et de San Francisco respectivement et de demander aux intéressés ce que le gouvernement américain entendait faire au cours des prochaines années, afin de s'attaquer au problème du chômage chez les jeunes, problème qui est tout aussi important chez eux. J'ai été surpris d'apprendre que le gouvernement canadien consacrerait au cours des deux prochaines années pratiquement trois fois plus d'argent par habitant au règlement de ce problème que le gouvernement américain. Je tiens à le mentionner, car j'ai demandé aux intéressés si des groupes d'experts se penchaient sur cette question, afin de déterminer les secteurs qui, selon le gouvernement américain, offriraient des débouchés aux jeunes à la fin des années 80. Le directeur de l'un de ces groupes d'experts à la Brookings Institute m'a dit qu'ils avaient essayé de le faire au cours des trois ou quatre dernières

Les subsides

années, mais qu'ils se sont aperçus alors qu'il était bien difficile de prévoir avec précision les domaines dans lesquels des emplois seront offerts dans cinq ans. Je le précise, car je sais que le député de Saskatoon-Est a fait cette suggestion, et, tout comme lui, je crois que nous avons besoin de nous pencher davantage sur les perspectives d'avenir. Je crois cependant, que nous devons être réalistes en ce qui a trait aux résultats que cette réflexion peut donner.

Selon moi, nous devons, à l'avenir, injecter dans le secteur privé l'argent consacré à la création d'emplois chez les jeunes, car ce secteur est beaucoup plus à la fine pointe de la technologie, avec ce que cela suppose, que le gouvernement ne le sera jamais. A mon avis, nous devrions collaborer avec le secteur privé pour déterminer avec lui les domaines où il y aura des débouchés à l'avenir. Au lieu d'élaborer des programmes, nous devrions, selon moi, accorder aux entreprises privées des subventions leur permettant de recycler leurs employés et d'engager des jeunes dans les domaines où ils peuvent acquérir une expérience sur le tas, ainsi qu'établir les programmes d'enseignement en fonction des débouchés professionnels.

Je crois que depuis quelques années, surtout dans l'enseignement postsecondaire et dans les collèges communautaires, les milieux universitaires ont eu beaucoup trop tendance à vivre en vase clos et à ne pas rattacher ces programmes aux besoins industriels. Quand on étudie la situation dans les collèges communautaires ou dans les universités on constate souvent qu'il y a bien trop de changements brusques. Ainsi, pendant trois ans, on a insisté pour que les jeunes se dirigent vers les sciences infirmières sous prétexte qu'une forte pénurie d'infirmières allait se produire; le marché a été brusquement submergé d'infirmières si bien que le nombre de personnes qualifiées dans ce domaine a une fois de plus diminué.

Je pense que le gouvernement doit également collaborer avec les travailleurs, les entreprises et les établissements d'enseignement, qu'il s'agisse de collèges communautaires ou d'universités. Il faut œuvrer de concert pour mettre en œuvre un programme de longue durée qui va nous aider tous. Si nous pouvions y arriver, je crois que cela contribuerait beaucoup à résoudre les problèmes causés par le chômage chez les jeunes.

J'ai déjà dit que le Centre canadien d'information sur l'emploi ouvre chaque année plus de 400 centres d'emploi du Canada pour les étudiants d'avril à septembre. Je sais que l'on a probablement demandé à la plupart des députés d'ouvrir un centre dans leur circonscription d'ici un mois ou deux. Nous pensons pouvoir donner un emploi à 328,000 personnes cette année par l'intermédiaire de ces centres. C'est une réalisation gigantesque qui existe depuis plusieurs années. Je crois que les entreprises ont répondu aux demandes de ces centres qui ont largement contribué à donner un emploi aux étudiants, surtout depuis quelques années, car les entreprises n'ont pas pu engager des étudiants à cause de la récession. Le gouvernement du Canada a instauré des programmes qui ont permis à des milliers d'étudiants de retourner à l'université ou dans les collèges communautaires pour poursuivre leurs études.